

### Corrigé exercice 14.02 : Cas SNC Pivoine

Particularité principale du cas Pivoine : l'un des associés est une personne morale relevant de l'IS. D'où la nécessité de « jongler » tantôt avec les règles de l'IR, tantôt avec les règles de l'IS.

1. Il convient tout d'abord de déterminer la valeur nette comptable (VNC) de la machine.

Les amortissements sont les suivants :

$$N-3 : 60\,000 \times 35\% = 21\,000$$

$$N-2 : (60\,000 - 21\,000) \times 35\% = 13\,650$$

$$N-1 : (60\,000 - 21\,000 - 13\,650) \times 35\% = 8\,872,50$$

$$\text{Total des amortissements} = 43\,522,50$$

$$\text{VNC} = 60\,000 - 43\,522,50 = 16\,477,50 \text{ arrondie à } 16\,478$$

$$\text{Plus-value} : 30\,000 - 16\,478 = 13\,522$$

La plus-value est à court terme pour **13 522 €**, puisqu'elle est inférieure aux amortissements.

Pour MM Jean et Jules, la plus-value peut faire l'objet d'un étalement sur 3 ans.

Cet étalement est impossible pour Sweet Mama qui relève de l'IS

2. Il s'agit d'une plus-value à long terme, puisque le fonds est détenu depuis plus de 2 ans. La plus-value est ici de 60 000 € ; elle fera l'objet d'une déduction fiscale pour être imposée chez les associés Jean et Jules au taux de 31,50 % (16% + 15.50% de prélèvements sociaux). Pour la SA, la quote-part de plus-value de 20 000 € sera taxée au taux normal de l'IS (art. 219, I-a quater).

3. Il s'agit là encore d'une plus-value à long terme qui sera imposée chez les associés de la SNC PIVOINE. La différence principale avec la question 2 est que pour l'associé SA Sweet Mama, la plus-value sera taxée à 0%, puisqu'il s'agit de titres de participation détenus depuis deux ans au moins, soit une plus-value = 0 €. Mais la société Sweet Mama doit réintégrer une quote-part de frais et charges de  $20\,000 \times 12\% = 2\,400$  €.

4. Il s'agit d'un abandon de créance à caractère financier : la charge que supporte la SNC PIVOINE n'est pas déductible fiscalement, la filiale n'étant pas soumise à une procédure de conciliation, de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire.

L'abandon est à réintégrer fiscalement pour 60 000 €

5. Les provisions constituées en vue de faire face aux charges liées à des licenciements qui peuvent être tenus pour probables à la clôture de l'exercice sont déductibles. En revanche, les provisions destinées à faire face à des indemnités de licenciement pour motif économique ne sont pas déductibles à hauteur du montant couvrant l'indemnité de licenciement stricto sensu, légale (C. trav. art. L 122-9) ou conventionnelle. En revanche, les autres indemnités versées à cette occasion (préavis, congés payés...) ainsi que les frais de restructuration et les dépenses liées à la reconversion

du personnel et aux diverses mesures d'accompagnement social (reclassement, actions de formation...) ne sont notamment pas visés par l'interdiction.

La provision est déductible sur le plan comptable mais doit être réintégrée sur le plan fiscal pour 70 000 €.

6. Selon la jurisprudence Quemener du conseil d'Etat (CE 16-2-2000 n° 133296, SA Ets Quemener), la plus-value réalisée par la SA Sweet Mama doit être déterminée en ajustant le prix de revient des parts afin d'éviter que la cession ne se traduise par une double imposition ou une double déduction des résultats précédemment pris en compte par le cédant. il convient d'ajouter à leur prix de revient la somme algébrique des éléments suivants :

- les bénéfices (y compris les plus-values) imposés (+) ;
- les pertes comblées (+) ;
- les déficits (y compris les moins-values) déduits (-) ;
- et les bénéfices répartis (-).

(CE 16-2-2000 n° 133296, SA Ets Quemener : RJF 3/00 n° 334).

Soit :  $90\,000 - [(10\,000 + (15\,000/3 - 30\,000/3))] = 75\,000\text{ €}$

Cela étant, cette plus-value sera taxée à 0%, moyennant la réintégration d'une quote-part de frais et charges de 12%, puisqu'il s'agit de titres de participations détenus depuis plus de 2 ans.

7. Les dividendes font généralement l'objet d'une retenue à la source dans l'Etat de source.

Le versement de dividendes par une société résidente d'un Etat à une société résidente d'un autre Etat fait fréquemment l'objet d'une retenue à la source dans l'Etat de la société distributrice. Le taux de cette retenue à la source peut être réduit conventionnellement.

Dans le cadre de la Communauté européenne, les dividendes distribués à une société mère ayant son siège dans un Etat membre sont exonérés de retenue à la source en application de la directive du 23 juillet 1990 (modifiée par celles du 22 décembre 2003 et du 21 décembre 2006) concernant le régime des sociétés mères et filiales d'Etats membres différents, pourvu que soient notamment remplies les conditions suivantes :

- la société bénéficiaire de la distribution détient directement, de façon ininterrompue depuis deux ans ou plus, 10% au moins du capital de la société distributrice, ou prend l'engagement de le faire;
- elle a son siège de direction effective dans un Etat membre de la Communauté européenne ;
- elle est passible de l'IS dans l'Etat où elle a son siège de direction effective, sans possibilité d'option et sans en être exonérée.

Dans l'hypothèse où les conditions d'exonération de retenue à la source sont remplies, aucune retenue n'est prélevée en Italie sur les 10 000 euros de dividende.

Le dividende pourra faire l'objet d'une déduction extra comptable pour être imposé chez les associés personnes physiques.

Pour le dividende revenant à l'associé Sweet Mama, il est imposé au taux normal de l'IS.

8. La société PIVOINE peut opter pour son assujettissement à l'impôt sur les sociétés.

L'option doit être signée dans les conditions prévues par les statuts ou, à défaut, par tous les associés, membres ou participants. Elle doit en principe être notifiée au plus tard avant la fin du troisième mois de l'exercice au titre duquel l'entreprise souhaite être soumise pour la première fois à l'impôt sur les sociétés. Elle peut donc être exercée avant le début de l'exercice.

L'option est en principe irrévocable : elle entraîne cessation d'entreprise avec toutefois des conséquences qui peuvent sous certaines conditions être atténuées.

Ainsi, les éléments de la SNC Pivoine échappent à l'imposition immédiate lorsque les deux conditions suivantes sont respectées :

- aucune modification n'est apportée aux valeurs comptables des éléments d'actif à l'occasion de la réalisation de l'opération ;
- l'imposition de ces bénéfices, plus-values et profits demeure possible dans le cadre du nouveau régime fiscal dont relève l'entreprise.

Enfin, le changement de régime fiscal d'une société soumise à l'impôt sur le revenu met un terme à la remontée des déficits sur les revenus des associés.